

György Lukács

Chroniques
d'Allemagne,
1921,

dans Proletár.

Traduction de Jean-Pierre Morbois

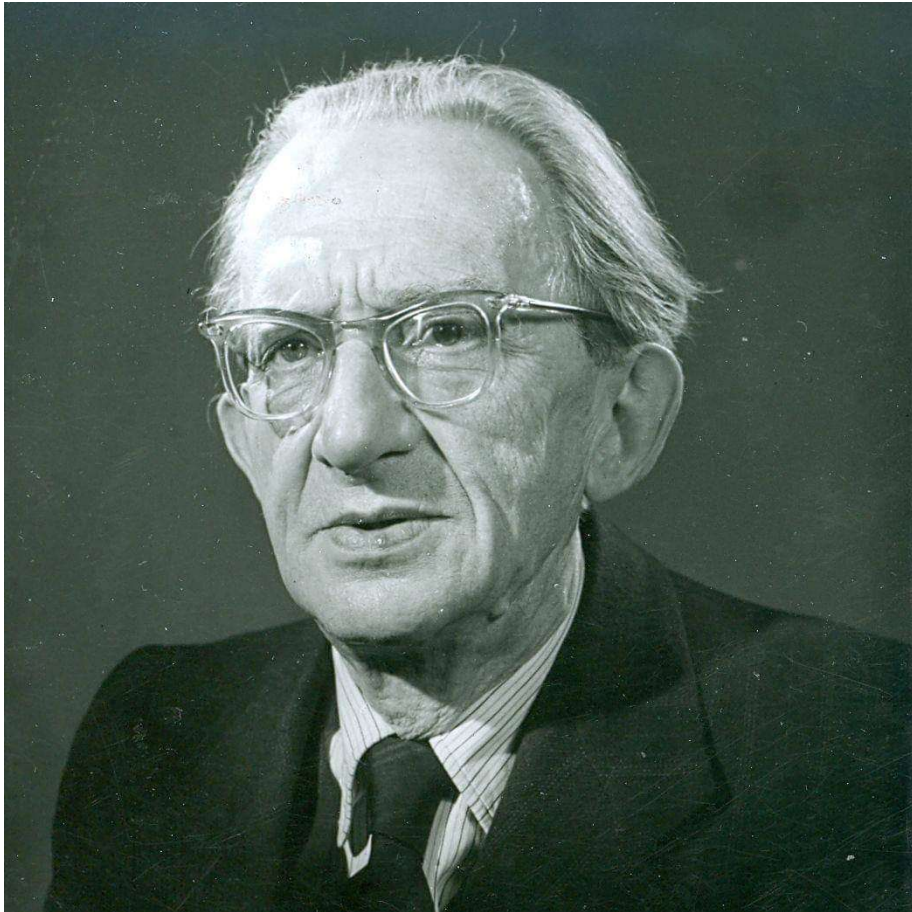
Sous le titre *Chroniques d'Allemagne 1921*, nous présentons huit articles relatifs à la situation en Allemagne cette année-là, publiés en hongrois dans *Proletár*, revue du Parti des Communistes de Hongrie

Quatre sont tirés du recueil *Revolution und Gegenrevolution, Politische Aufsätze II*, [Révolution et Contrerévolution, Essais Politiques II, Darmstadt & Neuwied, Luchterhand, 1976

- *Bilanz der preußischen Wahlen* [Bilan des élections en Prusse], pp. 222-227. Il a été publié pour la première fois en hongrois sous le titre *A porosz választások mérlege* dans *Proletár*, Vienne, 2^{ème} année, 3 mars 1921, pp. 13-14.
- *Entente-Ultimatum - Die Börse ist ruhig.* [Ultimatum de l'Entente – La bourse est calme] pp. 228-232. Il a d'abord été publié en hongrois sous le titre *Antantultimátum - a tőzsde nyugodt* dans *Proletár*, Vienne, 2^{ème} année, 10 mars 1921, pp. 3-4.
- *Die deutsche "Krise"* [La "crise" allemande], pp 251-262. Il a d'abord été publié en hongrois sous le titre *A német "válság"* dans *Proletár*, Vienne, 2^{ème} année, 17 mars 1921, pp. 3-4.
- *Vor dem Sturm* [Avant la tempête] pp. 263-268. Il a d'abord été publié en hongrois sous le titre *Vihar előtt* dans *Proletár*, Vienne, 2^{ème} année, 31 mars 1921, pp. 3-4.

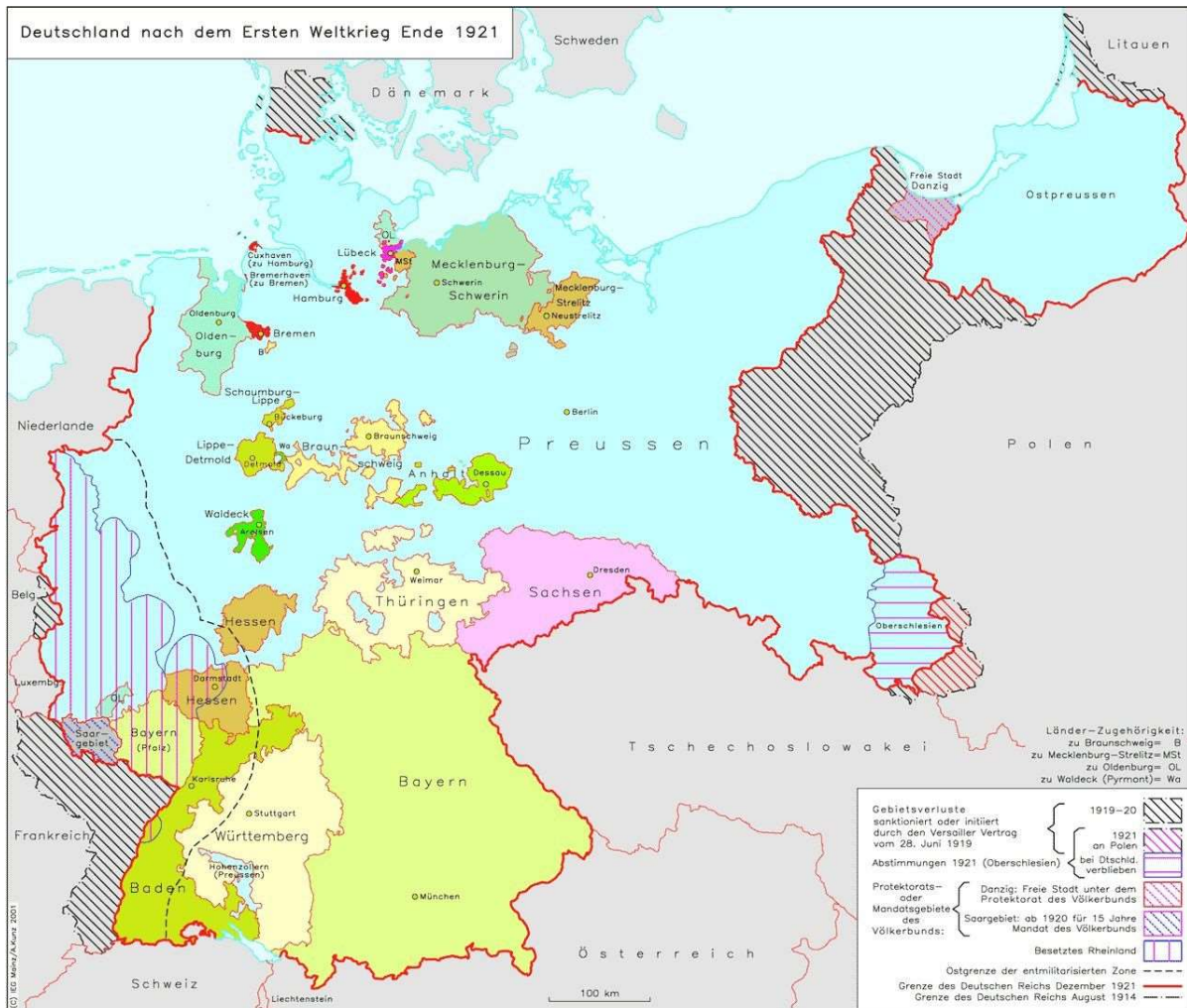
Quatre tirés du recueil *Organisation und Illusion, Politische Aufsätze III*, [Organisation et Illusion, Essais Politiques III, Darmstadt & Neuwied, Luchterhand, 1977.

- *Paul Levi*, pp. 10-15, Il a d'abord été publié en hongrois dans *Proletár*, Vienne, 2^{ème} année, 21 avril 1921, pp. 5-6.
- *Das deutsche Ultimatum und die Weltkrise* [L'ultimatum à l'Allemagne et la crise mondiale], pp 16-21. Il a d'abord été publié en hongrois sous le titre *A német ultimátum és a világválsóg* dans *Proletár*, Vienne, 2^{ème} année, 12 mai 1921, pp. 3-4.
- *Die Einheitsfront des Proletariats in Deutschland* [Le front uni du prolétariat en Allemagne] pp. 56-61. Il a d'abord été publié en hongrois sous le titre *A proletariátus egységfrontja Németországban* dans *Proletár*, Vienne, 2^{ème} année, 8 septembre 1921, pp. 3-4.
- *Der Görlitzer Kongress* [Le congrès de Görlitz], pp. 62-66. Il a d'abord été publié en hongrois sous le titre *A görlitzi kongresszus* dans *Proletár*, Vienne, 2^{ème} année, 30 septembre 1921, p. 4.



A handwritten signature in dark ink on a light-colored rectangular background. The signature reads "Georg Lukács" in a cursive script.

Georg Lukács (1885-1971)



Georg Lukács, dirigeant communiste hongrois en exil à Vienne, se livre ici, pour l'organe de son parti, à un travail de journaliste. Il analyse finement les contradictions au sein de l'Entente et de la société allemande à propos des réparations de guerre exigées de l'Allemagne. Faut-il encore, après quatre années de guerre qui l'ont épuisée, saigner l'Allemagne à blanc ?

Quelles sont dans ces circonstances les tâches des communistes ? Pour eux, stimulés par l'exemple de la révolution russe, la seule solution est d'en finir avec un capitalisme discrédité par la guerre, avec ses destructions, ses massacres, et la misère dans laquelle il a plongé le monde. L'espoir, la conviction même, de l'imminence d'une révolution, avant tout en Allemagne, continue de les habiter malgré les succès de la contre-révolution.

Bilan des élections en Prusse.

Toute élection ne donne qu'une image très approximative des forces réelles de classes qui se trouvent derrière les partis. Et il est certain que la force ou la faiblesse que l'on voit dans les votes pour le parlement est très différente selon les situations dans lesquelles se trouvent les classes dans la lutte des classes. Pour ces partis qui, conformément aux intérêts des couches sociales qui les soutiennent, se positionnent sur la base de l'ordre existant actuellement, qui donc prennent véritablement le parlement au sérieux, veulent effectivement y « travailler », c'est une question vitale de savoir quel soutien ils recueillent lors des élections, et le rapport des voix obtenues sur celles des autres partis est de ce fait vraiment une expression de la force effective du parti. En revanche, ces partis qui n'intègrent le parlement que temporairement, n'acceptent la situation existante que jusqu'à ce qu'ils soient en mesure de l'écarter par les armes, ne peuvent jamais clairement exprimer la capacité réelle de lutte des classes sociales qui sont derrière eux. Pour une part, le résultat des élections montre plus que la force qui se tient vraiment à leur disposition, parce que ce n'est pas chacun qui est prêt à soutenir un parti par sa voix, qui est aussi résolu à défendre, s'il le faut, ses intérêts de classe réels, les armes à la main, dans un combat « à la vie à la mort ». Pour une part, les élections montrent cependant moins que la force réelle, parce que derrière les partis ouvertement et résolument révolutionnaires (ou éventuellement les contrerévolutionnaires), il y a très souvent une foule de combattants résolus, qui sont prêts à la lutte armée, tout en se détournant avec mépris ou indifférence du simple scrutin.

Néanmoins, toute élection donne une image du rapport de forces des classes sociales et partis ainsi que des modifications de ce rapport de forces. Mais principalement, elle montre nettement où se rangent les masses petites-bourgeoises

indifférentes, hésitantes, qui ne disposent d'aucune orientation définie, qui dans la lutte de classes n'ont pas de capacité d'initiative, et n'apparaissent constamment qu'à la remorque des classes dirigeantes ou aspirant à diriger, où elles se sentent en sécurité, d'où elles attendent leur progrès.

Le tableau des élections prussiennes actuelles ¹ est en résumé le suivant. Pour l'essentiel, ont conclu leur lutte par des gains appréciables : Le Parti National Allemand (DNVP, les junkers, les représentants de la contrerévolution monarchiste la plus extrême), les sociaux-démocrates de Scheidemann ² et les communistes. Le Zentrum, le parti des petits-bourgeois et paysans catholiques, a en gros conservé son ancienne position. Ce sont des pertes plus légères qu'a subi le parti populaire allemand (DVP, représentant des Stinnes ³ & Cie). Les démocrates bourgeois (DDP) et les Indépendants (USPD) ont en revanche subi des pertes catastrophiques.

Que signifie ce déplacement du point de vue de la situation actuelle des classes en Allemagne ? L'explication des pertes est extrêmement simple : Les partis fantoches, les représentants des belles paroles révolutionnaires et démocrates se sont usés. Les larges masses de la petite bourgeoisie allemande qui avaient cru sérieusement, en 1918, que la démocratie bourgeoise, non seulement les sortirait de la guerre, mais les délivrerait de ces charges qui sont les conséquences de la défaite, ont été amèrement déçues quant à ces attentes. Le rapport – relativement – équilibré des forces de la démocratie, de la révolution et de la contrerévolution, cette situation dans laquelle aucune cristallisation d'un côté ou d'un autre n'a permis clairement de sortir des antagonismes, touche

¹ 20 février 1921.

² Philipp Heinrich Scheidemann (1865-1939), homme d'État allemand, membre du SPD.

³ Hugo Stinnes (1870-1924), industriel et homme politique allemand.

à sa fin. Une part de la petite bourgeoisie, déçue par la « glorieuse révolution », a de plus en plus ouvertement la nostalgie des « bons vieux temps », des Hohenzollern,⁴ et devient le soutien de la réaction à visage découvert. Cette réaction marche aujourd'hui encore sous la banderole de l'« unité nationale » (principalement en raison de sa relation à l'Entente) Mais déjà, les élections d'aujourd'hui montrent aussi les signes avant-coureurs de la lutte à venir entre les classes contre-révolutionnaires et du déplacement du rapport de forces qui s'effectue entre elles. Le Parti National Allemand (DNVP), les junkers, n'ont en effet pas seulement infligé un coup mortel aux démocrates, mais aussi occasionné des pertes sérieuses aux Stinnes & Cie, le parti du grand capital. C'est une partie de la petite bourgeoisie qui trottait avec eux qu'ils ont acquise à leur politique contrerévolutionnaire, anti-ouvrière, mais pas orientée purement sur le grand capital. Il est frappant par exemple que le gain en voix des nationalistes allemands (à peu près 300.000) correspond environ aux pertes du parti de Stinnes (250.000). Il y a sûrement un rapport entre ces deux nombres, surtout parce que les pertes en voix des démocrates ne peuvent pas être exclusivement mises au compte des partis de droite : la socialdémocratie a également gagné de ce côté-là.

Certes, il peut sembler que le gain de la socialdémocratie s'est exclusivement effectué aux dépens des Indépendants. Lors des dernières élections au Reichstag, les Indépendants ont en effet obtenu près de 3 millions de voix, les communistes 180.000 voix ; maintenant, ce sont un million de voix qui se sont portées sur les Indépendants, un million deux cent mille voix sur les communistes.⁵ La différence est donc à peu près

⁴ Dynastie des rois de Prusse et empereurs d'Allemagne.

⁵ Entretiens, au congrès de Halle (4-7/12/1920) l'aile gauche de l'USPD a rejoint le KPD.

identique au gain de la socialdémocratie. Maintenant, on ne doit pas perdre de vue que les élections ont eu lieu sous le signe d'une certaine abstention ; il est frappant que cette abstention ait justement été importante dans les milieux ouvriers. Ainsi est-il tout à fait possible, voire vraisemblable, que le gain des sociaux-démocrates soit à comptabiliser aux dépens de la petite bourgeoisie, tandis que derrière les communistes se tient encore un grand nombre de travailleurs qui n'ont pas voulu prendre part au vote.

Cela ne minore naturellement pas l'importance de la défaite des Indépendants. Cette défaite est du début à la fin le signe précurseur clair de la décomposition. Le *Vorwärts*, le journal des sociaux-démocrates, a également tiré des élections cette conclusion : il invite amicalement les Indépendants à la réunification, à un soutien conjoint de la démocratie bourgeoise : il indique que les antagonismes principiels et tactiques qui subsistent entre eux sont si insignifiantes qu'elles ne justifient plus guère une politique séparée. Aussi a-t-il, pour l'essentiel, raison. Le congrès international de Vienne (auquel par exemple Renaudel et Buchinger⁶ ont pris part) a montré combien peu de choses séparait la 2^{ème} Internationale de l'internationale 2^{1/2}. Ce qui les sépare peut pour l'essentiel être résumé en ce que l'une a même renoncé aux belles paroles révolutionnaires, alors que l'autre en revanche veut justement vivre politiquement des belles paroles révolutionnaires. Les rapports politiques en Allemagne se sont néanmoins fondamentalement modifiés. De grandes masses du monde ouvrier sont déjà tellement conscientes, leur situation matérielle est devenue tellement désespérée, qu'ils se sont détournés des belles paroles révolutionnaires. Ils veulent des

⁶ Pierre Renaudel (1871-1935) homme politique français, socialiste, directeur de *l'Humanité* pendant la guerre. Manó Buchinger (1875-1953), social-démocrate hongrois. Il s'était prononcé en 1919 contre l'unification avec les communistes.

actes. Dans la mesure où ces actes sont des améliorations (apparentes) de la situation instantanée, le parti social-démocrate au gouvernement peut mieux les satisfaire que l'« opposition » indépendante « fidèle aux principes ». Car plus personne n'attend des indépendants une action révolutionnaire. Le monde ouvrier révolutionnaire est dans le camp de la III^{ème} Internationale ou pousse tout au moins dans cette direction. Les « sympathisants » petits-bourgeois voient en revanche dans la social-démocratie le plus sûr rempart de l'ordre existant. Celui qui parmi eux n'est pas devenu monarchiste est passé dans le camp des gens de Scheidemann. Ainsi – comme nous l'avons déjà décrit à l'époque du congrès de Cassel –⁷ la social-démocratie est, au stade actuel de développement de la contre-révolution, un des points de cristallisation les plus importants. Les éléments « conservateurs », qui veulent préserver les rapports actuels, qui ont peur de la révolution, se situent là-dedans. L'époque des belles paroles révolutionnaires touche à sa fin. Les Indépendants vont être sous peu déchirés entre social-démocratie et communisme.

Nous l'avons dit : à notre avis, le nombre de voix obtenues ne reflète pas exactement la force réelle des communistes. Cela, nous ne pouvons pas seulement le rapporter à la propagande débridée du KAPD⁸ contre les élections, les discussions menées ces derniers temps au sein du Parti montrent l'effet décevant de la tactique parlementaire en Saxe et plus nettement encore, les résultats des élections à Berlin où les Indépendants ont obtenu plus de voix que les communistes, montrent plutôt qu'il y a bien des masses de travailleurs communistes qui ne

⁷ cf. Georg Lukács, *Cassel et Halle in Kommunismus*, 20/10/1920.

⁸ KAPD, Parti Communiste Ouvrier Allemand, formé par la gauche antiparlementaire du KPD exclue en octobre 1919, mais qui reste dans un premier temps, malgré ses divergences politiques, « membre sympathisant » de l'Internationale communiste.,

sont pas totalement d'accord, sur ce point précis, avec la tactique du parti. Ce n'est pas à prendre trop au tragique. Pour le Parti, les élections ne sont qu'une occasion de propagande, qu'une démonstration. Les actions syndicales et autres témoignent en revanche que les masses, là où elles voient clairement qu'il en va de leurs véritables intérêts vitaux, persévèrent toujours plus fortement et résolument aux côtés des communistes.

Pour le parti de la contre-révolution à visage découvert, ce rapport de force est à notre avis bien moins important. Pour lui, il est d'un côté évidemment d'un grand intérêt de maintenir de maintenir aussi longtemps que possible une apparence « constitutionnelle », et même de mener la contre-révolution « constitutionnellement » à bien. D'un autre côté, le parti de la contre-révolution compte de nombreux « sympathisants » qui s'y sont ralliés par lâcheté ou par incertitude, et sur lesquels il ne peut en aucun cas compter pour une action.

Les élections en Prusse ont ainsi enclenché la ruine des partis du centre. Certes, la social-démocratie est gonflée, en tant que lieu de rassemblement des éléments conservateurs hésitants, et l'on peut prévoir qu'elle va encore croître dans le futur. Mais elle sera toujours moins partie prenante de la lutte, plutôt théâtre de guerre, champ de bataille, où combattront par les armes les deux adversaires principaux, la révolution et la contre-révolution, le prolétariat révolté et l'Orgesch.⁹

3 mars 1921.

⁹ Orgesch : Abréviation de « Organisation Escherich », groupe paramilitaire allemand d'extrême droite (9 mai 1920-5 mai 1921)

Ultimatum de l'Entente – La bourse est calme.

La liquidation définitive des réparations de guerre est parvenue à une situation critique. Entre les exigences des capitalistes de l'Entente et la capacité d'exécution de la bourgeoisie allemande on voit à nouveau des antagonismes insurmontables. Simons, le ministre allemand des affaires étrangères, a présenté à la conférence de Londres¹⁰ la contreproposition allemande aux exigences de l'Entente. Face aux 226 milliards exigés, il veut fixer les contributions allemandes à 50 milliards de Marks-or, dont 20 milliards devraient être considérés comme réglés par les paiements effectués jusque-là. Cette proposition était accompagnée d'un désarmement général massif. La presse anglaise et française a déclaré unanimement que la proposition des allemands était inacceptable, qu'elle ne pouvait absolument pas servir de base à des négociations ultérieures. Lloyd George¹¹ a fait connaître ce point de vue à la délégation allemande sur le ton le plus sévère. L'Allemagne a reçu un ultimatum de quatre jours à compter de Lundi. En ce qui concerne les mesures de rétorsion, il y a eu des délibérations avec des spécialistes militaires français et anglais, principalement avec le maréchal Foch. Est prévue l'occupation de plusieurs villes de l'Ouest, (Francfort, par exemple) et de la Ruhr, ainsi qu'un nouveau blocus de l'Allemagne. Face à cela, le parlement allemand, lorsqu'il délibéra sur l'ultimatum, adopta très véhémentement l'attitude du « jamais, plus jamais ». Ils exigent la formation de l'« unité nationale » – l'entrée de Scheidemann dans le cabinet est l'objet de la discussion générale – et ils se préparent à une « résistance nationale ».

¹⁰ Walter Simons (1861-1937), juriste allemand, sans appartenance politique, dirige la délégation allemande à la Conférence de Londres qui doit fixer les montants et modalités des réparations (fin février 1921).

¹¹ David Lloyd George (1863-1945), homme d'État britannique du Parti libéral, Premier ministre de fin 1916 à fin 1922.

La crise, le danger de guerre semble être là. Caché derrière les nouvelles effrayantes imprimées en gros caractères, derrière les éditoriaux, le monde économique parle autrement. Le même jour où fut diffusée la nouvelle de l'ultimatum, les informations annoncèrent que le monde du grand capital londonien, la *city* était calme. La nouvelle de l'ultimatum n'a pas causé d'agitation particulière. Le cours du Mark n'a pas chuté.

Et dans cet état de fait se révèle, derrière le vacarme et les grands airs, *la force directrice authentique les événements : le capitalisme de l'Entente*. Le capitalisme de l'Entente sait très bien qu'on ne peut pas liquider la guerre comme le souhaitaient les petits-bourgeois en faillite ou au bord de la faillite, comme le proclamaient les impérialistes français et anglais dans leur propagande électorale, à savoir que *le boche paierait* tout et que pour les petits-bourgeois français et anglais, on reviendrait à la situation « normale » d'avant-guerre. Le grand capital français et anglais est bien au clair sur le fait qu'il ne peut soutirer à l'Allemagne que ce dont les capitalistes allemands peuvent se décharger sur le prolétariat allemand (sans révolution). Il est au clair sur le fait que cela est bien loin de suffire du point de vue du rétablissement de situations « normales », que l'on ne peut pas contribuer à la paupérisation des couches sociales petites-bourgeoises sans porter atteinte aux propres intérêts de classe, au développement de la production capitaliste, à la possibilité de la poursuite de l'accumulation. Cela ne peut pas se passer comme ça. L'intérêt du grand capital est toujours présenté comme l'intérêt de la nation, la cause de la culture et de la civilisation, pour lequel toute la nation doit faire des sacrifices.

Mais la France et l'Angleterre sont des États « démocratiques ». Cela signifie que la domination du grand capital ne peut s'y exercer que si elle peut entraîner en remorque derrière

elle les couches sociales petites-bourgeoises et à demi prolétarisées, ainsi que l'aristocratie ouvrière. Mais cela, précisément à l'instant présent, c'est très difficile. Non seulement parce que ces couches sociales sentent bien que toute « concession » à l'Allemagne se produit à leur détriment, mais aussi parce que chacun des pays a son opposition catastrophique, (Poincaré¹² et le parti des soldats en France, Churchill et ses partisans), qui, au cas où le gouvernement « hésiterait ou serait faible », prendrait le pouvoir. La conciliation avec les allemands doit donc avoir l'apparence d'une victoire décisive sur l'Allemagne. Comme si on avait effectivement réussi à faire peser sur l'Allemagne toutes les charges de la guerre, comme si on était au seuil d'un nouvel âge d'or, le bien-être « normal » des petits-bourgeois français et anglais.

En l'occurrence, le grand capital français et anglais est aussi bien au clair sur le fait que le grand capital allemand ne veut pas en arriver à une rupture. Le grand capital allemand est tout à fait prêt à rendre à l'Entente des services de promotion. Il sait très bien – si les conditions pour une exploitation commune sont établies raisonnablement – qu'il peut en l'occurrence conclure de très bonnes affaires et tirer un copieux profit du prolétariat allemand. Et à côté de la possibilité d'un accord économique, il y a encore *la nécessité politique* de l'accord. L'Allemagne ne peut aujourd'hui se tourner, ni vers l'Est, ni vers l'Ouest, en direction de l'Entente ou de la Russie. La proposition des communistes de conclure une alliance avec la Russie était un mot d'ordre très juste, dans la mesure où il démasque les belles paroles patriotiques de la bourgeoisie allemande : il dévoile que la bourgeoisie allemande *ne veut pas*

¹² Raymond Poincaré (1860-1934), Président de la République pendant la guerre, artisan de l'Union sacrée, partisan après la guerre de la fermeté à l'égard de l'Allemagne.

du tout fuir le joug de l'Entente. Elle ne veut rien d'autre qu'un simple accord visant à ce que le niveau des exigences et le *comment* de la réalisation assure la participation au gain du grand capital allemand.

Mais depuis que l'Allemagne est, elle-aussi, un État démocratique, on ne peut pas là non plus négliger l'état d'esprit des larges couches petites-bourgeoises. (Sur les intérêts, on ne dit rien, seul l'état d'esprit doit être pris en considération, afin que les affaires puissent se développer sans encombre.) Là-aussi, il faut susciter l'apparence que le gouvernement allemand aurait lutté jusqu'au bout dans l'intérêt de la « réputation » de la nation, qu'il n'aurait cédé qu'à l'ultime contrainte, qu'il aurait sauvé tout ce qui pouvait être sauvé. Pour cela, les gestes héroïques du gouvernement allemand sont bons. Peut-être avant, mais certainement après, il a indiqué dans les coulisses à l'Entente que le « jamais plus jamais » n'était en aucun cas à prendre à la lettre, il a peut-être déjà indiqué aux gouvernements de l'Entente les limites jusqu'où les pourparlers pouvaient aller. (Comme Lloyd George et Briand ¹³ l'expliquaient déjà le 26 février, la délégation allemande ne devrait pas considérer les réparations de guerre à 50% ni comme une taxe, ni comme un impôt. Cela devrait simplement être la « mesure » des capacités de paiement de l'Allemagne.)

Mais ce théâtre de l'ultimatum, même s'il est certain qu'il débouchera sur un accord, n'est cependant pas un théâtre vide. Le fait que l'Entente doive se présenter avec de telles exigences est un signe d'une crise sévère dans laquelle la guerre a précipité les États victorieux, et qui a empêché le grand capital de ces pays de mener l'exploitation « normale » authentique « comme en temps de paix ». *Freiheit*, l'organe

¹³ Aristide Briand (1862-1932). Il est à l'époque Président du Conseil des Ministres et Ministre des Affaires Étrangères.

des Indépendants allemands, se lamente à ce sujet dans son éditorial du 2 mars, et donne aux capitalistes allemands, anglais et français des conseils émouvants sur l'unique voie juste à emprunter : revenir aux formes d'exploitation d'avant-guerre. Mais le signe d'une crise encore plus sévère, c'est le fait que le capitalisme de l'Entente, qui doit appliquer à l'encontre de l'Allemagne les points de vue de l'exploitation coloniale (qui peuvent aussi en ce qui le concerne lui-même facilement devenir dangereux), ne peut pas prendre cette voie et en a peur : il redoute l'effondrement économique de l'Allemagne, il craint la révolution prolétarienne allemande. Mais de l'autre côté, c'est aussi le signe d'une crise sévère que le capitalisme allemand cherche à tout prix un accord, alors que s'il était suffisamment fort et avait confiance en soi, il ferait l'expérience de se tourner vers l'Est, essaierait ainsi pour une part de jouer la Russie contre l'Entente, voudrait pour une part en faire un domaine à exploiter. La force de la révolution prolétarienne allemande est encore provisoirement une énergie potentielle, elle est donc le fait le plus essentiel qui contraint à un accord les capitalistes allemands et ceux de l'Entente. *C'est pour cela* qu'il y aura un accord. Le fait qu'il ne puisse pas réussir, qu'il accable le prolétariat allemand de charges insupportables sans que la situation du prolétariat français et anglais soit sérieusement améliorée, qu'il mène le capitalisme allemand à la crise sans sauver l'Entente – c'est là une autre question. Un accord sera conclu. Les ultras de droite – de ce côté et de l'autre du Rhin – seront d'une manière ou d'une autre désarmés, et l'accord sera mis en œuvre. Combien de temps durera-t-il, cela dépend *du prolétariat allemand*. Comme le *Rote Fahne* de Berlin l'écrit très justement : « il ne sert à rien à la classe ouvrière allemande que la bourgeoisie allemande donne une réponse négative, et cela ne lui sert pas non plus que les agents allemands de l'Entente signent l'accord. *Seul peut l'aider le combat direct contre la*

bourgeoisie allemande, la chute de la bourgeoisie allemande.
La parole décisive, ce n'est donc pas Londres qui doit la dire, mais la classe ouvrière allemande. C'est du monde ouvrier allemand que dépend quand la comédie de Londres deviendra une tragédie, quand l'état d'esprit de la City prendra « au sérieux » la crise allemande.

10 mars 1921.



Nous n'avons pas repris dans ces « Chroniques » un article de la même époque publié en allemand dans *die Internationale : Spontanéité des masses, activité du parti*, d'abord parce qu'il a déjà fait l'objet d'une publication séparée, <http://amisgeorglukacs.org/2016/10/georg-lukacs-spontaneite-des-masses-activite-du-parti.1921.html> mais aussi parce qu'elle est moins une relation de l'« action de mars » qu'une réflexion théorique. De même pour l'article : *Questions organisationnelles de l'initiative révolutionnaire*.

L'« Action de mars » est, rappelons-le, une tentative de grève générale insurrectionnelle menée en mars 1921 par le Parti communiste Unifié d'Allemagne (VKPD-issu de la fusion du KPD avec la gauche de l'USPD) et le Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne (scission « conseilliste » du KPD en 1920). Ce mouvement a été initié par la direction du Komintern (Zinoviev, Boukharine, Radek), qui a envoyé sur place plusieurs émissaires, dont Béla Kun, vraisemblablement à l'insu de Lénine qui désapprouve cette « tactique imbécile et gauchiste ».

La "crise" allemande.

La délégation allemande a effectivement quitté Londres. Les troupes de l'Entente sont effectivement entrées dans quelques villes de la Ruhr et les ont occupées militairement. Les négociations de Londres se sont donc terminées sur une « catastrophe » : la rupture s'est imposée, l'exécution du traité de Versailles est devenue problématique. Et l'application de mesures économiques de contrainte se rapproche dangereusement.

En dépit de toutes ces nouvelles et événements effrayants, il ne semble pas que s'installe, ni de ce côté, ni de l'autre côté du Rhin, ce qui était attendu : L'enthousiasme jubilatoire au sujet de la défaite ultime de l'ennemi détesté, la genèse de l'Unité Nationale, de la résistance nationale face à la mise en danger de la « patrie ». Le cours du Mark a certes quelque peu chuté, mais cela n'indique absolument pas que le marché mondial attende ni de la soumission, ni de la rupture une crise catastrophique de l'économie allemande. À la bourse de Londres (et principalement dans les bourses des pays neutres) il s'est certes produit à la suite de la rupture une certaine dépression, de telle sorte que Lloyd George a jugé opportun d'avertir l'opinion publique anglaise que les produits industriels allemands les plus importantes pour l'Angleterre (l'aniline)¹⁴ étaient fabriqués précisément dans les régions occupées. Mais cet état d'esprit déprimé ne peut pas lui-même plus être comparé aux jours sérieusement critiques d'une crise sérieuse. Ce tohu-bohu, cet égarement et précipitation, cet effort fébrile des vainqueurs de pouvoir liquider sans mal le triomphe, ce souci anxieux des vaincus d'extorquer une participation aux gains des réparations qui leur sont imposées, montrent clairement la crise désastreuse qui s'est installée par

¹⁴ Aniline : produit chimique ($C_6H_5-NH_2$) utilisé en synthèse organique comme matière première pour la fabrication de nombreux produits.

suite de la guerre mondiale. Les deux parties commencent déjà à voir l'abîme qui s'ouvre devant leurs pieds. Ils voient que leurs chemins – qui sont sans retour, sur lesquels il n'y a pas d'arrêt – les en rapproche de plus en plus. Mais avec l'aveuglement inévitable de la politique capitaliste, ils ne voient pas que tous les efforts pour contourner l'abîme ne font que les en rapprocher, et que chacun des efforts romantiques pour le franchir se termine en catastrophe.

L'aggravation actuelle ainsi constatée entre l'Entente et l'Allemagne n'est cependant qu'apparente. Même aujourd'hui, on peut seulement dire ce que nous avons affirmé tout au long des tractations : l'accord est certain – même si les conditions sont provisoirement incertaines, même si sont actuellement incertains le temps que va encore durer la phase actuelle de la crise, et les formes encore plus aigües qu'elle pourrait prendre.

De ce point de vue, il s'est opéré ces derniers jours un éclaircissement significatif de la situation. Les exigences de l'Allemagne commencent à prendre des formes mieux définies ; elles commencent à aller au-delà du cadre du pur marchandage. Voilà le point de cristallisation du vœu le plus défini : *l'appartenance de la Haute Silésie*. Il apparaît de plus en plus clairement, au vu des déclarations les plus diverses, que l'Allemagne est prête à satisfaire les exigences de Londres et Paris (sur le montant des contributions, sur le mode de paiement, des négociations auront lieu entre « spécialistes » – et ils se mettront alors d'accord d'une manière ou d'une autre), sous condition que l'Entente lui assure la possession de la Haute-Silésie. Cette condition du capitalisme allemand se comprend très bien. Le montant des réparations – il le sait bien d'avance – il va en effet d'une manière ou d'une autre le recouvrer auprès du prolétariat allemand, il va trouver des taxes, des impôts, des baisses de salaires, et des allongements du temps de travail grâce auxquelles aussi bien la chèvre de

l'Entente que le chou du profit des capitalistes allemands seront ménagés. Mais que le bassin houiller de Haute-Silésie reste dans la sphère d'intérêts allemands est l'intérêt vital du capitalisme allemand, c'est la condition vitale de sa reconstruction et de son assainissement.

Le fait que la crise ait pris une orientation aussi définie ne facilite assurément pas la situation de l'Entente et particulièrement celle de la France. En l'occurrence, la possession de la Haute-Silésie joue en effet un rôle décisif sur le point de savoir si la Pologne réussit à s'affirmer comme « grande puissance » impérialiste, comme satellite de la politique française en Europe orientale et centrale. La possession des mines de charbon de Haute-Silésie peut – peut-être – dans la crise effroyable actuelle de l'économie polonaise, représenter une quelconque amélioration provisoire, ou tout au moins une glissade plus lente sur la pente du malheur. Mais on ne doit naturellement pas perdre de vue que la petite bourgeoisie française pour laquelle a été en grande partie mis en scène le théâtre de la guerre, l'attitude théâtrale de l'impitoyabilité, serait plus facilement d'accord avec des concessions aux détriment de la Pologne – si elle a l'illusion qu'alors, grâce à cela, l'Allemagne « paiera tout ». Et on ne peut pas non plus négliger que l'Angleterre se trouve aujourd'hui en *crise de surproduction*, son intérêt à ce que ce bassin houiller ne se trouve en aucun cas entre les mains – de la concurrence éventuelle – des capitalistes allemands est donc aujourd'hui sensiblement plus mince qu'il y a quelques mois, ou même qu'immédiatement après la fin de la guerre.

Apparemment, on veut aussi, en Allemagne, construire d'une manière ou d'une autre, l'« union nationale » à partir de cette orientation. La jubilation des Junkers et de la petite bourgeoisie ensauvagée sur le fait que l'Allemagne, avec la rupture des négociations de Londres se retrouverait « les mains libres »

parce que la validité du traité de Versailles n'existerait plus, n'a guère duré plus que quelques jours. La direction des opérations est à nouveau aux mains des représentants des intérêts réels, des grands capitalistes, dans celles de Stinnes et de ses amis. Et ils ne veulent sûrement pas s'engager dans une quelconque aventure. Pour eux, l'« unité nationale » signifie quelque chose de très concret : *Elle signifie que les grandes masses des travailleurs allemands, les prolétaires et petits-bourgeois doivent à nouveau, de la même façon, porter la traîne du grand capital, qu'ils doivent à nouveau se sacrifier dans l'intérêt « commun » de la « nation unie ». De même qu'ils ont versé leur sang de 1914 à 1918 pour que le grand capital allemand puisse victorieusement prendre à la gorge le capital anglais, de même doivent-ils à partir de maintenant verser leur sueur afin que le grand capital allemand – en tant que promoteur du capital de l'Entente dans les colonies allemandes – puisse à nouveau se consolider et assurer à nouveau son copieux profit.*

Le cliquetis de sabres des junkers ne va guère les détourner sérieusement de leur plan. Les flammes de l'enthousiasme national n'est véritablement aujourd'hui qu'un feu d'artifice inoffensif, qu'un feu grégeois, dont tous sont convaincus qu'il est sans danger. Mais il est tout à fait certain que parmi les social-patriotes, ils vont trouver de fidèles alliés, des laquais. Monsieur Ebert, le président de la République,¹⁵ a lui aussi déjà parlé sur ce ton dans sa proclamation. Et la feuille de Monsieur Hilferding,¹⁶ la *Freiheit*, se lamente sans cesse sur le fait que les capitalistes de l'Entente ne se rendraient pas à la

¹⁵ Friedrich Ebert (1871-1925), homme d'État allemand, Membre du Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD), premier président de la république de Weimar après l'abdication de l'empereur Guillaume II en 1918.

¹⁶ Rudolf Hilferding (1877-1941), homme politique, théoricien socialiste autrichien, puis allemand. À l'époque membre de l'USPD. Auteur du *Capital Financier* (1910), Paris, Les Éditions de minuit, 1970.

raison. Quand Loucheur¹⁷ et Stinnes sont d'accord, il ne se produit alors rien d'autre que la réalisation du programme « révolutionnaire » d'Hilferding.

La partie raisonnable de la bourgeoisie est également au clair sur cette situation. L'éditorial de l'édition du soir de la *Berliner Tagesblatt*¹⁸ du 9 mars constate par exemple avec une fierté joyeuse l'attitude « unitaire » du prolétariat allemand. Mais il affirme aussi que la II^{ème} Internationale traverse sa troisième crise en sept ans. La première aurait été, selon lui, le déclenchement de la guerre mondiale, la deuxième la « tentative de dynamitage » des communistes, la troisième le manque d'une attitude unitaire internationale en ce qui concerne les exigences de l'Entente à l'égard de l'Allemagne. Monsieur Vandervelde¹⁹ par exemple, son excellence le ministre belge, tient pour parfaitement justes non seulement les exigences, mais aussi l'occupation militaire de quelques villes d'Allemagne. Par rapport à cela, le *Berliner Tagesblatt* tient pour nécessaire la solidarité, l'intervention unitaire du prolétariat : il se tient pour l'essentiel sur le point de vue de l'Internationale de Vienne. Il oublie assurément que Monsieur Renaudel y a pris position pour défendre l'impérialisme français. Cette opinion de la presse bourgeoise reflète crûment aussi bien la faillite de la II^{ème} Internationale que celle aussi de l'Internationale 2^{1/2}. Les deux veulent sauver et consolider leur propre capitalisme – mais alors, où ont-ils un terrain pour la solidarité internationale ? Les social-patriotes allemands se tiennent derrière Stinnes, les français derrière Loucheur. L'Internationale subsiste, mais, comme l'explique sagement Kautsky, elle est « le moyen de la paix et pas celui de la

¹⁷ Louis Loucheur, (1872-1931), industriel et homme politique français, républicain de gauche.

¹⁸ *Berliner Tagesblatt* [Le quotidien berlinois], grand journal d'informations.

¹⁹ Émile Vandervelde, (1866-1938), homme politique socialiste belge, ministre d'État pendant la guerre, à l'époque ministre de la justice.

guerre ». S'il y a un conflit, *chaque capitalisme aimerait alors voir une petite Internationale de laquais à usage domestique*. Dans un tel cas, l'Internationale se cache alors dans la maisonnette de l'autonomie de chaque parti, et va ensuite se manifester de nouveau lorsque la crise sera déjà passée, si possible rédiger des résolutions de congrès – sans aucune conséquence pratique.

Cet état de la situation détermine clairement le point de vue du parti dirigeant du prolétariat, du Parti Communiste. Sa première tâche, et la plus importante, est de dissoudre *le front uni national*. Dans les États de l'Entente, la tâche est plus simple : c'est celle de la protestation, de la lutte contre les exigences impérialistes. L'organe officiel du parti français a aussi déjà lancé le slogan : *Pas un sou, pas un soldat*. La situation des communistes allemands est plus complexe : ils doivent à la fois lutter contre la forme que donnent à l'« unité nationale » les militaristes et les opportunistes, la petite-bourgeoise et le grand capital.

Ils doivent démasquer devant les masses prolétariennes l'égale énormité du mensonge des deux démarches (Le *Vorwärts* et la *Freiheit* se rangent parmi les soutiens du grand capital). C'est pour cela qu'est conçu le slogan actuel du KPD : *Alliance avec la Russie Soviétique !* C'est pour cela qu'est bon le slogan qui a été publié à l'occasion du référendum de Silésie, selon lequel *on ne doit voter ni pour les allemands, ni pour les polonais*. Le prolétariat allemand doit comprendre *que la voie de sa libération ne passe que sur le corps de ses oppresseurs, sur le corps de la bourgeoisie allemande*. Alors, si le prolétariat allemand s'est effectivement défait de ses oppresseurs, s'il s'est effectivement opposé à eux – dans une guerre de classe – et les a vaincus dans un combat, alors et alors seulement, on pourra parler d'une politique extérieure spécifique, autonome, du prolétariat. Alors, l'alliance que l'on doit conclure avec la

Russie Soviétique ne sera pas un simple slogan, mais une réalité. Jusque-là, toute « réalpolitique extérieure » fait du prolétariat le laquais de la bourgeoisie. Le slogan de l'alliance (de même que le slogan sur les votes en Silésie) n'est provisoirement qu'un slogan négatif, destructeur. Il est bon pour dissoudre l'unité des masses qui se rassemblent derrière la bourgeoisie pour empêcher tout aussi bien un nouvel Août 1914 qu'un national-bolchevisme. Et comme c'est un slogan négatif, il n'est qu'une préparation à des actions authentiques – mais en tant que tel, il en est en même temps leur condition préalable indispensable. Si la crise apparente actuelle devait malgré tout devenir une crise authentique, tout dépend de savoir *si le prolétariat prend ou non sa liberté pour objet d'initiative*. La préparation de cette liberté, la capacité d'action du prolétariat, tel est l'objectif de la politique du Parti si s'installe la situation véritablement révolutionnaire.

17 mars 1921.



Avant la tempête.

C'était à prévoir, et le camarade Lévi ²⁰ en a déjà énuméré les causes lors du congrès d'unification ²¹ des communistes allemands : la contrerévolution allemande avec à sa tête la bureaucratie syndicale, et avec leurs directions le SPD et l'USPD, ne va pas regarder les bras croisés la transformation du KPD en un authentique parti de masse, un authentique parti dirigeant du prolétariat. Le processus par lequel les communistes gagnent toute la couche conscientisée, prête à la lutte de classes, du prolétariat, par lequel ils obtiennent, avec leurs actions et leurs slogans, un degré de confiance de la plus grande part du prolétariat, qui les rend aptes à la direction révolutionnaire de toute la classe ouvrière, ne peut en aucun cas être un processus pacifique. D'un côté, tant la bourgeoisie que les traîtres conscients à la lutte des classes eux-aussi vont toujours s'efforcer d'exacerber prématurément le combat : contraindre les communistes à un moment où ils ne sont pas encore parvenus à achever leur travail d'organisation. Ils ont l'objectif de les isoler ou, n'importe comment, de vaincre de faibles soulèvements, afin de pouvoir ainsi empêcher ou tout au moins différer l'organisation révolutionnaire du prolétariat dans le parti communiste. D'un autre côté, ce processus ne peut pas être une « évolution » pacifique, sans encombre, sans retour en arrière, parce que l'organisation révolutionnaire du prolétariat ne peut s'opérer que dans des situations révolutionnaires, du fait de l'effet éducateur des actions révolutionnaires. Tant que cette organisation révolutionnaire

²⁰ Paul Levi (1883-1930), avocat et militant communiste allemand. Dirigeant du KPD, il organise l'exclusion de la gauche antiparlementaire (KAPD), puis le congrès d'unification. En désaccord avec la politique qu'il juge « putschiste » de l'Internationale, il quitte la présidence du KPD en février 1921. L'Internationale décide son exclusion après l'action de mars.

²¹ Congrès d'unification, du 4 au 7 décembre 1920 à Berlin, du KPD et de l'aile gauche, majoritaire, de l'USPD, fondation du VKPD.

n'est pas achevée, c'est certes le devoir du Parti Communiste d'organiser consciemment les forces révolutionnaires, de rassembler les forces pour le combat décisif, d'éviter la lutte et les provocations. Mais c'est en même temps son devoir – en tant que Parti dirigeant la révolution – d'aiguiser sans cesse les antagonismes de classe, de se placer à la tête de tous les mouvements spontanés du monde ouvrier, qu'ils soient de nature économique ou politique, et de donner à tous ces mouvements, nés de manière purement instinctive par suite de la crise économique, une conscience de l'objectif et une orientation révolutionnaire.

L'organisation révolutionnaire du prolétariat progresse à un rythme rapide. Dans les organisations de masse du prolétariat, dans les syndicats, les communistes gagnent du terrain, certes au prix de rudes combats, mais de plus en plus fortement. Du fait qu'ils appellent tout le prolétariat à des actions économiques et politiques communes, non seulement ils gagnent la confiance de masses de plus en plus larges, mais ils démasquent de plus en plus le caractère ouvertement contrerévolutionnaire du SPD et le révolutionnarisme grandiloquent de l'USPD. Le slogan de l'alliance avec la Russie Soviétique indique à l'ensemble des travailleurs l'unique issue à l'exploitation coloniale qui leur serait imposée par le capitalisme de l'Entente, dans laquelle les capitalistes allemands et leurs laquais, les social-patriotes de différentes nuances, veulent avec joie jouer le rôle très lucratif de promoteurs.

De cette manière, la situation se rapproche à un rythme soutenu de l'explosion révolutionnaire victorieuse. Pour le monde ouvrier, les conséquences de la crise économique semblent de plus en plus insupportables. Le chômage s'accroît, – et il est surtout de plus en plus clair que non seulement la société bourgeoise, mais aussi la socialdémocratie ne peuvent ni ne

veulent se préoccuper d'une atténuation sérieuse au profit des centaines de milliers d'affamés. Bien au contraire, la fermeture des entreprises, l'introduction du travail à temps partiel, plongent des couches prolétariennes toujours plus importantes dans la misère matérielle la plus extrême. Et ce processus ne marque naturellement aucun arrêt dans le monde ouvrier, mais entraîne aussi avec lui de larges couches petites-bourgeoises (licenciements de masse dans les chemins de fer, à la poste, etc.) qui sont ainsi de plus en plus poussés, contre leur gré et leur idéologie, vers la révolutionnarisation.

Il a fallu que la réaction fasse sa mue, si elle ne voulait pas définitivement perdre la possibilité d'une initiative. Elle a dû tenter d'exploiter l'état d'esprit « patriotique » des masses petites-bourgeoises qui s'est créé par suite des négociations de Londres et le référendum de Haute-Silésie. D'autant plus parce que, face aux exigences de désarmement de l'entente, il a fallu prouver que l'armement de la bourgeoisie, l'Orgesch et ses semblables sont inconditionnellement indispensables pour sauver « l'ordre et la civilisation », que la Reichswehr et la Sipo (police de la sûreté) ne suffisent pas à ce but. Le porte-parole politique des organisations Orgesch de Bavière, le ministre-président Kahr,²² expliquait également qu'il se fichait des lois du Reichstag allemand : qu'ils étaient armés et aussi qu'ils le resteraient. Cette déclaration de guerre de la contre-révolution à visage découvert, le KPD ne pouvait en aucun cas la laisser sans réponse. Les sociaux-démocrates se taisaient. Les Indépendants se lamentaient sur le manque de démocratie, et ils ont à nouveau (pour la n^{ième} fois) exprimé leur espoir que toutefois l'Entente désarmerait encore l'Orgesch. Le *Rote Fahne* de Berlin, l'organe central des communistes, a trouvé dans son numéro du 18 mars le seul ton juste de

²² Gustav Ritter von Kahr, (1862-1934) homme politique bavarois d'idéologie réactionnaire et séparatiste

réponse : *Il a lancé le slogan de l'armement du prolétariat. Si Kahr peut se fiche des lois de la bourgeoisie – écrit-il – vous aussi, travailleurs, vous pouvez vous en fiche. Ne vous préoccupez pas des interdictions. Armez-vous !*

Cet appel était d'autant plus fondé qu'en même temps commençait l'offensive ouverte, provocatrice, de la contre-révolution. L'Orgesch a à nouveau, comme c'est la règle, envoyé ses hommes de confiance, les sociaux-démocrates, en première ligne de la contrerévolution. Le terrain de l'offensive a tout de suite été l'Allemagne centrale, à côté de la Ruhr la région d'Allemagne relativement la plus développée et la plus avancée en esprit révolutionnaire. Le rôle de Noske a été cette fois repris par un Monsieur social-démocrate du nom de Hörsing.²³ Dans sa diatribe qui était pleine de mensonges et de calomnies, dans laquelle il parlait de bandits, de vol et de meurtre, il laisse entrevoir qu'il briserait par la force des armes toutes les grèves qui commenceraient sans l'approbation de la bureaucratie syndicale, qu'il ne tolérerait pas les rassemblements des ouvriers tenus dans les entreprises, et ses paroles ont ainsi un authentique poids provocateur : on a commencé la mobilisation de la Sipo et de la Reichswehr contre l'Allemagne Centrale. En même temps, toute la presse allemande, de la *Freiheit* jusqu'aux feuilles ouvertement Orgesch a déversé un torrent de mensonges sur des attentats communistes à la bombe, des banques dévalisées, des déraillements de chemins de fer, et autres calomnies analogues communes dans le monde dont la bourgeoisie tient en de tels cas la diffusion pour indispensable, mais sur lesquelles le

²³ Gustav Noske (1868-1946), homme politique allemand. Membre du SPD, il fut ministre de la Défense de 1919 à 1920. Il est notamment connu pour son rôle central dans l'écrasement de la révolte spartakiste de Berlin. D'où son surnom de *Bluthund*, le chien sanguinaire. Friedrich Otto Hörsing (1874-1937) homme politique socialdémocrate allemand. *Oberpräsident* de la province de Saxe, il se charge de la répression de l'« action de mars ».

monde ouvrier est déjà depuis longtemps bien au clair quant à leur valeur.

À l'entrée en lice à visage découvert de la contrerévolution, le monde ouvrier d'Allemagne centrale a répondu par une grève générale imposante. La Sipo a occupé quelques entreprises – la réponse fut une grève générale immédiate. Dans les centres importants des régions industrielles, dans les mines de Mansfeld, à Hettstedt, Eisleben, dans les usines Leuna de Halle etc.,²⁴ le travail a été tour à tour suspendu. Et avec l'exacerbation de la situation, on en vint aussi à des affrontements armés. En particulier, le monde ouvrier à Eisleben entreprit courageusement et énergiquement le combat contre les soldats de la Sipo. Les journaux bourgeois ont certes annoncé au jour le jour que « le calme et l'ordre » régnaient à Eisleben – mais les informations se portaient plutôt, provisoirement, vers Kronstadt.²⁵ Entretemps, le mouvement s'étend de plus en plus. À Hambourg, le Parti Communiste s'est, le 21, par un ultimatum de trois jours aux autorités, élevé contre l'occupation des entreprises et contre la présence de l'Orgesch en armes. L'amertume s'est déclenchée encore plus tôt. Les usines Vulkan, les usines de la firme Blohm & Voss²⁶ (dont les ouvriers dans leur majorité ne sont même pas communistes) ont été occupées par les ouvriers. L'organe du Parti, le *Hamburger Volkszeitung* a été saisi, mais cela est resté tout autant sans effet que la saisie, par deux fois, du *Rote Fahne* de Berlin ou l'arrestation du camarade Friesland,²⁷ le dirigeant

²⁴ Mansfeld, Hettstedt (mines de cuivre), Eisleben, Halle, Leuna (industrie chimique) localités de Saxe-Anhalt au Nord-Ouest de Leipzig

²⁵ Une révolte des marins de la flotte de la Baltique contre le pouvoir bolchevik s'était déroulée à Kronstadt du 1^{er} au 18 mars 1921.

²⁶ Vulkan : entreprise du secteur métallurgique.

Blohm & Voss : société de construction navale allemande, à Hambourg.

²⁷ Ernst Friesland, pseudonyme de Ernst Reuter. Rétrospectivement critique de l'« action de Mars », il est exclu en 1922. Il retournera au SPD et sera maire de Berlin en 1948.

du groupe de Berlin. Vue la situation exacerbée, le Parti à Hambourg a lancé aux ouvriers le mot d'ordre d'occuper les usines et de ne pas manifester dans la rue. Malgré cela, plusieurs milliers de chômeurs organisèrent le 23 à Hambourg une imposante manifestation qui, par suite de l'attaque injustifiée de la Sipo s'est terminée par plusieurs morts et encore plus de blessés.

Au moment où nous écrivons ces lignes, la situation n'est relativement pas encore éclaircie. Sur la situation en Allemagne centrale et à Hambourg courent certes chaque jour des informations bourgeoises ou socialdémocrates selon lesquelles tout le mouvement serait terminé, mais en même temps, les mêmes nouvelles racontent des affrontements, des « faits horribles » etc. et il est clair que le mouvement y a à peine atteint encore son apogée. Le point capital de la question est naturellement de savoir si le mouvement en Allemagne centrale restera isolé, ou s'il s'étendra à d'autres régions d'Allemagne. Aujourd'hui, il serait encore imprudent de faire des prévisions dans ce sens. Pour autant, il est certain qu'aussi bien dans le monde ouvrier à Berlin qu'à Essen, ²⁸ on peut voir des mouvements puissants qui peuvent à tout instant de transformer en une action. Et le monde ouvrier de Halle est déjà là, armé, pour venir en aide à ses collègues ouvriers.

Quel que soient l'ampleur et l'impact de ce mouvement, qu'il reste isolé, auquel cas il régressera obligatoirement, ou qu'il devienne un mouvement sur tout le pays, il a atteint déjà un grand succès politique : *il a totalement démasqué la social-démocratie*. Pas seulement le SPD, qui a fébrilement recherché, après de putsch de Kapp, ²⁹ à se laver les mains du

²⁸ Ville principale de la Ruhr.

²⁹ Putsch de Kapp : tentative de coup d'État par des courants conservateurs (13 au 17 mars 1920). Il est mis en échec par une grève générale appelée par les syndicats et les partis de gauche et d'extrême gauche.

sang des travailleurs et à se débarrasser des souvenirs des traditions de Noske, il est à nouveau contraint d'entamer une offensive armée, hostile aux travailleurs et, en la personne du sieur Hörsing, de placer un de ses dirigeants au cœur de la haine du prolétariat. Mais aussi l'USPD qui, jusqu'à présent, ne menait une propagande contrerévolutionnaire à visage découvert que contre la Russie soviétique, il est dès aujourd'hui *contraint de se placer ouvertement aux côtés de l'Orgesch*. Ainsi, le processus de clarification auprès du monde ouvrier a fait un grand pas en avant. Le Parti Communiste ne peut en effet, aux yeux du monde ouvrier dans son ensemble, devenir le seul parti révolutionnaire dirigeant du prolétariat que si est claire l'attitude contrerévolutionnaire des opportunistes avoués ou masqués. Ce processus de clarification a puissamment avancé ces derniers jours.

C'est certain : l'Allemagne se rapproche fortement de l'instant de la confrontation décisive. Si elle va éclater dès maintenant, on ne peut pas encore le savoir. Dans tous les cas, l'aggravation de la lutte de classes a fait un grand pas en avant, et le Parti des Communistes, , comme grand parti de masse, a maintenant pour la première fois l'occasion de produire la preuve de sa supériorité tactique et de sa détermination révolutionnaire. Tous les signes indiquent qu'il soutiendra cette épreuve avec honneur.

31 mars 1921



Paul Levi.



Le Parti Communiste d'Allemagne a exclu Paul Levi de ses rangs. Non seulement la carrière d'un dirigeant ouvrier qui a joué un grand rôle a ainsi trouvé une fin tragique, mais une séquence du mouvement ouvrier révolutionnaire allemand s'est achevée, et une nouvelle séquence a commencé.

En la personne de Paul Levi en effet, dans sa théorie et sa politique, avait pris forme cette séquence de la révolution prolétarienne allemande qui a commencé après les soulèvements de Janvier et mars 1919,³⁰ après la défaite sanglante de la République des Conseils à Munich,³¹ et s'est terminée par l'unification avec l'aile gauche des socialistes indépendants : *la séquence de la diffusion des théories communistes*. L'un des enseignements les plus importants de la révolution de Novembre 1918 fut que seule une part très restreinte du prolétariat s'était révolutionnarisée par suite de la guerre et de la défaite. C'est pourquoi la bourgeoisie a réussi à regagner le pouvoir qui lui avait glissé des mains et de vaincre dans le sang les soulèvements du prolétariat autonome, laissé seul et perfidement trahi par les sociaux-démocrates. Les meilleurs militants de la révolution allemande, Liebknecht, Luxemburg, Jogisches, Leviné,³² étaient tombés dans la lutte. Le Parti Communiste a été alors contraint de passer dans la clandestinité. La chute de la République hongroise des conseils³³ a signifié cependant – c'est ce qui a semblé – la victoire de la contre-révolution à l'échelle internationale.

³⁰ Écrasement de l'insurrection spartakiste en Janvier 1919, assassinat de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht le 15 janvier. Les grèves et affrontements se prolongent jusqu'en mars. Leo Jogisches est arrêté, puis assassiné le 10 mars.

³¹ Deuxième république des conseils, dirigée par les communistes, avril 1919.

³² Eugen Leviné (1833-1919), Dirigeant de la République des conseils de Bavière, condamné à mort et exécuté.

³³ 21 mars 1919 - 1er août 1919

C'est à cette époque que Paul Levi a pris en charge la direction du Parti Communiste allemand. La tâche dont le Parti pouvait alors assumer la solution était extrêmement limitée par les circonstances historiques. Le parti était repoussé dans une position défensive. Il avait perdu toute possibilité d'initiative, de direction, et d'action autonome. L'essence de la tâche consistait à surmonter la coupure d'avec la grande masse du prolétariat allemand (sans renoncer aux principes) et à étendre aux larges couches du prolétariat l'*influence idéologique* des théories communistes. Toute la politique de Paul Levi a été consacrée à ce rôle de propagande. Comme ses capacités et penchants correspondaient largement avec la tactique nécessaire à la situation d'alors, il était naturel qu'il devienne le leader du Parti Communiste. Mais dès cette séquence, les limites de ses capacités et de son attitude devinrent évidentes : autant il fut capable de diriger le Parti Communiste dans cette séquence, autant il a été incapable de le *faire sortir* de ce stade. Cette limite de la politique de Levi s'est vue tout d'abord au congrès de Heidelberg,³⁴ lorsque, pour débarrasser le Parti des putschistes et national-bolchéviks, il a exclu également du Parti une part des révolutionnaires sérieux orienté à gauche. Autant il était nécessaire de se séparer des Laufenberg et Wolfheim³⁵ dans l'intérêt de l'épuration du Parti, autant il était dangereux que des ouvriers convaincus, de sensibilité communiste, soient contraints d'adhérer au KAPD. Le putsch de Kapp a montré plus clairement encore que le Parti Communiste dirigé par Levi était, dans une situation révolutionnaire, incapable de conduire le prolétariat. Ce n'est pas que Levi ait été personnellement responsable de quelques

³⁴ II^{ème} congrès du KPD (illégal), du 20 au 24 octobre 1919. Les exclus donnent naissance au KAPD.

³⁵ Heinrich Laufenberg (1872-1932) Fritz Wolfheim (1888-1942), représentants du national-bolchevisme.

erreurs. Mais l'inactivité du Parti, ses hésitations, ont reflété l'esprit de sa politique.

Malgré tout, le développement de la révolution mondiale, la propagande habile et durable du Parti Communiste ont finalement porté leurs fruits. L'aile gauche de l'USPD a fait sécession, elle s'est réunie à la Ligue Spartakiste, et cela a donné naissance au VKPD (Parti Communiste Unifié d'Allemagne) qui compte un demi-million de membres. Paul Levi qui par sa position et ses capacités, est devenu aussi le leader du nouveau parti, a voulu poursuivre son ancienne politique dans la nouvelle situation modifiée : appliquer les moyens du parti de masse dorénavant puissant pour gagner tout le prolétariat à l'idée de la révolution. Le combat mené sur la base de la « lettre ouverte »³⁶ visait cette conquête des masses, et l'idée de base était que, si la réaction devait répéter le putsch de Kapp sous une forme ou une autre et que se créait à nouveau un front uni du prolétariat, on pourrait alors empêcher la trahison du SPD et de l'USPD, que le VKPD conduirait alors le prolétariat unitaire engagé dans la lutte en direction de la prise du pouvoir.

Comme dans la séquence précédente, l'objectif de Levi était une nette démarcation par rapport à la gauche, et une démarcation quelque peu floue à l'égard de la droite : Peur névrotique de la rechute dans le putschisme, et surtout de ce que, de petites sections de la III^{ème} Internationale, puissent naître des partis sans force, éventuellement des sectes. En

³⁶ On parle ici de la lettre ouverte adressée par le KPD à l'ensemble des syndicats et partis de gauche : *Offener Brief an Allgemeinen Deutschen Gewerkschaftsbund, Arbeitsgemeinschaft freier Angestelltenverbände, Allgemeine Arbeiterunion, Freie Arbeiterunion, Sozialdemokratische Partei Deutschlands, Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands, Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands*, in *Die Rote Fahne*, IV^{ème} année, n° 11, 8 janvier 1921. cf. le Pdf en annexe de l'essai *Spontanéité des masses, activité du parti*.

partant de cette peur, Levi était prêt à s'allier aux opportunistes, au Zentrum de gauche. C'est pourquoi il était contre les thèses du 2^{ème} congrès de l'IC sur l'adhésion, les 21 points, et voulait de ce fait que les conditions d'adhésion soient politiques et pas organisationnelles. C'est pourquoi il était contre le fait que la III^{ème} Internationale pose nettement la question en ce qui concerne le parti italien et exclue Serrati³⁷ avec les opportunistes. Par cette attitude qui a presque conduit à une crise du parti, le *rôle dangereux et néfaste* de Paul Levi pour le développement de la révolution allemande est devenu évident. Son nom, sa réputation, ses capacités et son savoir, il les a maintenant mis en œuvre pour valider à tout prix sa propre tactique, déjà obsolète au stade actuel du mouvement, pour faire obstacle à toutes les aspirations du prolétariat allemand visant à des actions, pour restreindre le mouvement au cadre de la propagande menée jusque-là, et pour renforcer le courant de droite au sein de l'Internationale.

Cet antagonisme devait tôt ou tard s'aiguiser en une crise. Paul Levi, qui s'était habitué à utiliser la menace de son retrait pour ses buts de dictature individuelle, se retira finalement de sa position dans la direction du parti après, sur la question italienne, être resté dans la minorité du comité du parti, afin, comme il disait, de servir le parti comme simple soldat. Mais il n'était pas adapté pour cela, ni même pour le rôle oppositionnel possible au sein du parti. Son amour de la cause n'était pas en lui suffisamment fort pour qu'il ait pu subordonner sa personnalité dans la mesure où c'est indispensable dans le mouvement ouvrier. Il n'a pas approuvé l'action de mars. Mais au lieu – comme membre discipliné du

³⁷ Lors du XVII^{ème} congrès, à Livourne, du Parti Socialiste Italien, membre de la III^{ème} Internationale, se pose la question de l'exclusion des réformistes (8,5% des voix). Le centre « maximaliste », (57,2% des voix) dirigé par Serrati, la refuse. Seule la gauche (34,3% des voix) constituera le Parti Communiste. Les « maximalistes » ne rejoindront le PCI qu'en 1924.

Parti – de s’y engager de toutes ses forces, au lieu que le Parti se place unitairement dans la lutte, il a mis son nom et sa réputation au service du défaitisme et du sabotage. Après l’achèvement de l’action, il s’est, dans une brochure,³⁸ occupé de la critique de l’action, sans consultation ni autorisation du parti. Cette critique (abstraction faite des autres circonstances de son attitude) *place Paul Levi en dehors de la III^{ème} Internationale*, puisque la critique exprimée ici n’est pas cette autocritique qui est permise, voire nécessaire, entre communistes. Cette critique voit les erreurs de l’action, non pas avec des yeux communistes, pour en tirer des leçons, mais rassemble toutes les calomnies répandues de toutes parts contre les communistes (putsch, anarchie, attentats, organisation de l’action par Moscou, etc.) qu’il étaye par l’apparence de sa bonne information sur les processus internes, par des carnets de notes peu crédibles qu’il s’est procurés par des voies détournées et par des pièces de tractations confidentielles détachées de leur contexte. Il ne faut pas s’étonner que la presse socialdémocrate et bourgeois lise triomphalement Paul Levi, et réimprime à pleines colonnes les « bonnes feuilles » de sa brochure. *Le parti communiste n’a donc fait que son devoir élémentaire quand, après tout cela, il a exclu Paul Levi de ses rangs*. Il n’y a pas d’être humain ayant des capacités et des mérites tels qu’il puisse s’arroger le droit de s’opposer au cours nécessaire de la révolution, qu’il puisse prendre la liberté de faire obstacle aux actions du prolétariat révolutionnaire, et frapper dans le dos son parti engagé dans un rude combat. Cette résolution avec laquelle le VKPD a procédé à l’encontre de son ancien leader n’était pas seulement juste et nécessaire, mais c’était aussi un très bon signe pour le sain développement du parti. Nous sommes convaincus que le prolétariat révolutionnaire allemand comprendra et tiendra

³⁸ *Unser Weg, Wider den Putschismus* [Notre voie, contre le putschisme]

pour justes les mesures prises par le parti et que, par la transposition, pour les luttes ultérieures indispensables, des enseignements les plus importants de l'action de mars, à savoir la *nécessité de la centralisation et de la discipline*, il sera en réalité plus puissant dans l'action, plus unitaire, et aura de ce fait plus de réussite. L'exclusion de Paul Levi signifie le dernier règlement de compte avec le passé qui n'était pas prêt à s'incliner devant le futur. Il fallait donc s'en débarrasser : *déblayer la voie de l'action révolutionnaire du prolétariat révolutionnaire*.

21 avril 1921.



L'ultimatum à l'Allemagne et la crise mondiale.

Au moment où nous écrivons ces lignes, le destin de la crise allemande ne s'est pas encore décidé. Le gouvernement Fehrenbach³⁹-Simons a certes déjà fait marche arrière, mais la décision ultime sur ses conséquences n'est pas encore tombée ; sauf que le plus vraisemblable est que Stresemann, le leader du parti de Stinnes, le parti des grands capitalistes, reprenne la direction : à la place du leadership du grand capital, encore seulement voilé par de belles paroles se profile, le pouvoir du grand capital au visage cyniquement découvert, que rien ne dissimule. Le libellé la réponse du nouveau gouvernement à l'ultimatum de l'Entente n'est pas non plus encore décidé. Et la crise en Silésie, l'irruption des nationalistes polonais, qui « par hasard » s'est déroulée en même temps que la crise à l'Ouest, ne s'est pas non plus totalement développée. On ne sait pas encore clairement comment les gouvernements prendront position en Allemagne et en Pologne ni – c'est fort peu clair – ce qu'entreprendra l'Entente. La situation n'est donc absolument pas éclaircie.

Cependant, les contours de la crise allemande sont dès aujourd'hui visibles relativement clairement, d'un côté comme question interne à l'Allemagne, de l'autre peut-être, dans l'avenir le plus proche, comme le chapitre, important de manière décisive, du capitalisme mondial. Aujourd'hui, il est déjà clair que l'Allemagne n'a pas de possibilité de choix d'accepter ou non l'ultimatum de l'Entente. L'idée d'une résistance ne surgit pas le moins du monde comme belle parole. Ce n'est plus non plus nécessaire. Le front unitaire de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie contre le prolétariat révolutionnaire a été de toutes façons formé – et l'unité nationale, la ferveur nationale, n'aurait sinon pas non plus servi

³⁹ Constantin Fehrenbach (1852-1926) chancelier de la république de Weimar, entre 1920 et 1921.

à autre chose. Personne n'a quoi qu'il en soit pensé à une résistance sérieuse. Mais plus important est l'évolution interne de ce front uni national. La question est donc de savoir comment le capitalisme allemand pense concilier sa propre pérennité avec les conditions inexorablement dures. En d'autres mots : par quels moyens va-t-il transférer ces charges sur le prolétariat – et sur la petite bourgeoisie ; comment, à côté du profit des capitalistes français, va-t-il extorquer aussi son propre gain des travailleurs allemands. De ce point de vue, la politique du grand capital allemand, la politique de Stinnes et de ses amis se démasque de plus en plus nettement. Stinnes et Loucheur s'entendent comme larrons en foire, Stinnes et Loucheur – si on les laissait entre eux, c'est-à-dire si la dissimulation « démocratique », « d'intérêt commun » du marchandage était superflue, si la dictature du grand capital était illimitée – pourraient se mettre d'accord dans un délai de 24 heures. C'est dans cette direction que la presse de Stinnes et de ses amis oriente l'« opinion publique », même si c'est prudemment. Sauf que l'organe principal, la *Vossische Zeitung*,⁴⁰ a commis un lapsus en se vantant, dans une circulaire que c'était précisément elle qui méritait pleinement la bienveillance et le soutien des autorités françaises d'occupation.

Le grand capital allemand s'est donc déjà engagé à satisfaire toutes les exigences – qu'il s'agisse de prestations matérielles ou d'occupation de régions allemandes. Cela signifie que le grand capital *a maintenant pris en compte le fait de la défaite de la guerre*. La politique jusqu'ici était un effort constant pour éviter les ultimes conséquences économiques de la guerre perdue : garder ouverte la voie d'un éventuel nouveau développement impérialiste. Aujourd'hui, le grand capital

⁴⁰ *Vossische Zeitung* [La Gazette de Voss] : grand quotidien libéral allemand publié à Berlin de 1721 à 1934.

allemand a pris en compte qu'il avait perdu la guerre, que l'autonomie économique de l'Allemagne et sa possibilité d'expansion avaient été anéanties. Maintenant, il essaye, sous la domination française, de pouvoir prendre pied et avancer. C'est certes lié à des « sacrifices ». Ces sacrifices, c'est en premier lieu le prolétariat qui doit les supporter ; on sent dès aujourd'hui les effets du chômage croissant, de la diminution des salaires, des tentatives d'allonger le temps de travail. Mais pour cela, la capacité d'exécution du monde ouvrier – même s'il y était prêt – est insuffisante : l'« esprit de sacrifice » des couches petites-bourgeoises doit lui-aussi être pris en compte. Et sur ces deux points, à plus ou moins brève échéance, les conséquences internes de la paix vont se faire jour : d'un côté, avec l'exacerbation de la lutte de classes en ce qui concerne le prolétariat, de l'autre avec les antagonismes d'intérêt constamment croissants entre le grand capital et la petite bourgeoisie. *Les jours du front uni de la contrerévolution sont probablement comptés.*

Mais c'est encore sur un autre point que la situation qui a évolué de la sorte signifie, pour la lutte de classe interne en Allemagne, une clarification essentielle. Le fait que la guerre se soit terminée ainsi – car c'est seulement maintenant que l'Allemagne va effectivement ressentir les conséquences économiques de la guerre – a conduit la politique des sociaux-pacifistes, aussi bien du côté du SPD que de celui de l'USPD également, à une ultime faillite. Il est apparu que leur politique orientée vers l'ouest, vers un accord pacifique, pour laquelle ils empêchaient tous les mouvements révolutionnaires du monde ouvrier, à laquelle ils ont sacrifié les relations à la Russie, n'avaient profité qu'au grand capital. Le grand capital allemand, stimulant la nationalisme et impérialiste, a réussi à s'entendre avec son ennemi mortel, le grand capital français. Et le « socialisme » petit-bourgeois qu'il a corrompu et tenu en

laisse est parvenu à ce que le monde ouvrier allemand se soumette à la terreur blanche économique, à la double exploitation commune du capital allemand et français. *Combien les communistes avaient raison de dire que seule la révolution prolétarienne peut représenter pour les travailleurs une issue de cette situation, c'est ce qui doit sous peu être clair, y compris aux yeux de ceux qui ont été trompés.*

Du point de vue de la politique mondiale, la situation actuelle de la France signifie une victoire totale sur l'Angleterre. L'habileté diplomatique « légendaire » de Lloyd George n'est pas parvenue à un autre résultat que le décalage de l'occupation de la Ruhr à une échéance proche, mais elle n'a pas pu empêcher les français aient le droit, à chaque fois sous le prétexte d'exécution insuffisante des réparations, de mettre la main sur le bassin houiller. L'aggravation de la crise ne tourne en effet, dès aujourd'hui pas, tant autour des compensations des dommages et des réparations – ce à quoi les couches petites-bourgeoises des pays de l'Entente sont directement intéressées – qu'autour *du monopole européen du charbon* et en rapport avec cela autour *du monopole de l'industrie lourde*. Le grand capital français a déjà obtenu avec la paix le bassin de la Sarre et les mines de fer de Lorraine. Si la Ruhr tombe directement sous l'administration économique de la France (et la Silésie sous celle du vassal polonais), alors le *monopole* français sur cette région est irrévocable. Et après avoir ainsi éliminé l'Allemagne comme concurrent, la France deviendra à côté de l'Amérique le concurrent le plus sérieux de l'Angleterre. Complétons encore cela en indiquant que la France – pour des raisons de devises et de livraison – sera un concurrent avec lequel l'Angleterre ne pourra guère rivaliser. Si maintenant nous pensons que le mouvement anglais actuel des mineurs a précédé la surproduction de charbon, que cela fut la première grande bataille de défense prolétarienne contre

la diminution des salaires, alors ce que signifie l'occupation française de la Ruhr du point de vue de la vie économique anglaise, de la lutte de classe interne anglaise devient clair pour nous.

La France qui, pendant longtemps, n'était considérée que comme leader politique de la contrerévolution cherche maintenant, en apparence, à prendre aussi en main le leadership économique. Il est aussi possible qu'elle soit contrainte en Silésie à ce qui avait été imposé en Hongrie en corrélation au plan de la monarchie danubienne de Károlyi ⁴¹ : désavouer le sieur Korfanty ⁴² et les nationalistes polonais. Il est possible que l'occupation de la Ruhr elle-aussi doive être repoussée. Dans tous les cas, on voit de mieux en mieux les contours de cette politique – et l'impuissance de l'Angleterre à l'égard du concurrent est de plus en plus claire.

En raison de ses oppositions d'intérêts à l'Amérique, l'Angleterre se trouve dans un isolement très dangereux de plus en plus fort. L'Angleterre ne peut pas renoncer à l'alliance avec la France. Bien qu'elle doive payer pour cela un prix de plus en plus élevé. Aujourd'hui sur le Rhin, demain probablement en Silésie – après demain, éventuellement, en Asie-Mineure, si les victoires de Kemal Pacha ⁴³ se poursuivent. Et il est très difficile de s'extirper de cette alliance. Son alliance avec le Japon est dangereuse en raison du Canada et de l'Australie ; l'Allemagne et la Russie n'entrent pas en ligne de compte pour des raisons de politique intérieure. La pérennité de l'Entente est donc pour l'Angleterre une

⁴¹ Comte Mihály Károlyi, chef du mouvement indépendantiste hongrois, premier ministre, puis président de la République d'octobre 18 à mars 19.

⁴² Wojciech Korfanty (1873-1939), militant nationaliste polonais, organisateur des insurrections en Haute-Silésie.

⁴³ Mustafa Kemal Pacha (1881-1938). Homme d'État turc. Refusant le démantèlement de la Turquie par le traité de Sèvres, il mène la lutte pour l'indépendance, et fonde la République

question existentielle. D'autant plus que l'Amérique, dans une période récente, s'immisce de plus en plus dans la politique européenne et mondiale, et un rapprochement franco-américain (bien que les résultats du voyage en Amérique de Viviani ⁴⁴ ne sont pas encore connus) n'est absolument pas exclu. C'est pourquoi – en dépit de ses intérêts économiques le plus brûlants – il lui faut céder pas à pas devant les exigences de la France, faire des sacrifices pour préserver l'apparence de la cohérence de l'Entente. Cet antagonisme au sein de l'Entente ne nourrit assurément pas le fol espoir des petits-bourgeois allemands de pouvoir en tirer profit. Face à l'Allemagne, l'Entente tiendra encore longtemps. Mais cet antagonisme signifie tout à fait qu'il faille s'attendre dans un avenir très proche à l'aggravation de la crise mondiale, et il n'est alors pas exclu que l'Angleterre se situera au cœur de cette crise.

12 mai 1921



⁴⁴ René Viviani, (1863-1925), homme politique français, Républicain-Socialiste. À l'époque représentant de la France au Conseil de la Société des Nations (SDN). En 1921, il se rend avec Briand à la conférence navale de Washington.

Le front uni du prolétariat en Allemagne.

La lettre de Lénine au congrès d'Iéna du KPD ⁴⁵ sur le devoir des communistes de constituer le front uni du prolétariat est devenu d'actualité plus tôt qu'on ne l'aurait jamais imaginé. Ce que la vague de grèves qui a suivi le renchérissement croissant, l'offensive des capitalistes visant à diminuer les salaires, n'avait pas pu produire, a été créé par l'attaque toujours plus téméraire de la réaction extrême : l'assassinat de Erzberger, ⁴⁶ le député du Zentrum.

Le déploiement de la réaction allemande est en marche depuis longtemps déjà. Nous voyons jour après jour sa parade militaire. Ludendorff et Friedrich-Eitel (le deuxième fils de l'empereur Guillaume II) ⁴⁷ sont apparus de plus en plus souvent aux commémorations des régiments de la garde, aux fêtes de l'Union des Combattants du Front etc.. Et les discours qui ont été tenus lors de ces fêtes, les articles, proclamations etc. qui les accompagnaient, ont pris un ton toujours plus assuré, provoquant (par exemple la fondation de la Faculté de médecine de Königsberg avec le titre de Docteur *honoris causa* décerné à Ludendorff).

Ces manifestations étaient, conformément à la nature du mouvement, liées à la plus sauvage incitation au pogrom, à l'appel au meurtre politique. Et l'acte fait de plus en plus

⁴⁵ Le congrès du Parti communiste allemand se tint à Iéna du 22 au 26 août 1921. *Lettre aux communistes allemands*, in *Œuvres*, t. XXXII, pp. 546-556.

⁴⁶ Matthias Erzberger (1875-1921), homme politique et journaliste allemand. Il a mené les négociations de l'Armistice du 11 novembre 1918, et fut ministre de février 1919 à mars 1920. Assassiné le 26 août 1921 par des membres de groupes d'extrême droite.

⁴⁷ Erich Ludendorff (1865-1937), général en chef des armées allemandes de 1916 à 1918. Eitel-Friedrich von Hohenzollern (1883-1942). Après la guerre, il fait partie de l'organisation paramilitaire le « Casque d'acier » et de l'association des anciens Gardes à pied. Il s'enrôla dans les corps-francs dans les années 1920.

souvent suite à la parole. Après l'assassinat de Gareis,⁴⁸ le socialdémocrate indépendant bavarois, il y a eu l'attentat contre Erzberger. L'état d'esprit de pogrom des jours des premiers soulèvements Spartacus, du putsch de Kapp est apparemment de nouveau là. La différence consiste simplement en ce que les cibles des partis organisant le pogrom sont aujourd'hui en premier lieu les personnes dirigeantes de la République actuelle, les leaders des partis du centre. Après l'assassinat d'Erzberger, un des fondateurs de la dictature bourgeoise, de coalition, « démocratique » d'aujourd'hui – c'est l'ironie amère, mais bien méritée, de la Némésis⁴⁹ historique ! – un attentat contre le plus vil laquais de la bourgeoisie projette son ombre sur Scheidemann.

Cette provocation délibérée des groupes monarchistes extrémistes a aussi contraint les partis sociaux-patriotiques à l'action. L'insatisfaction qui a été provoquée dans les masses par leur hésitation sur la question des réparations et la question de la grève aurait été dans cette situation catastrophique pour eux s'ils ne s'étaient pas spontanément portés à la pointe du mouvement des masses. Les masses prolétariennes ont en effet compris avec un instinct aiguisé que cette attaque des monarchistes – même si le prolétariat n'en a rien à faire d'Erzberger lui-même – menace d'un grand danger la classe ouvrière. Les sociaux-démocrates et les indépendants ont dû se placer à la pointe du mouvement pour empêcher qu'il commence contre leur volonté et se déroule ainsi, sous d'autres slogans, pour atteindre d'autres objectifs que ceux qu'ils souhaitaient. Ils ont donc dû lancer le slogan « la République en danger », ils ont donc dû aller dans la rue à la tête de leurs troupes, ils ont dû exiger la défense efficace de l'existence de

⁴⁸ Karl Gareis (1889-1921)

⁴⁹ Némésis : dans la mythologie grecque, déesse de la vengeance et du juste châtement céleste.

la République contre les attaques de plus en plus offensives de l'Orgesch. C'est ainsi qu'est né en Allemagne, – pour la première fois depuis le putsch de Kapp – le front uni du prolétariat. En Bavière, les trois partis prolétariens ont déjà manifesté ensemble dans les jours écoulés, et ils ont mis sur pied devant le quartier général de la réaction blanche des masses aussi imposantes qu'il ne s'en était jamais rassemblé de telles depuis la révolution de l'automne 1918. La provocation des gardes blancs a réussi là, et quelques jours plus tard à Potsdam, à organiser de petits affrontements qui, tant ici que là-bas, ont coûté la vie à quelques ouvriers. Mais lorsque le 31 août, à l'occasion de la manifestation commune des trois partis, il y eut, rien qu'à Berlin, *un demi-million de travailleurs* et que, dans tous les plus grands centres industriels du pays se formèrent des masses de dizaines de milliers, dans de nombreux endroits de centaines de milliers, les voix bruyantes de la provocation se turent, effrayées, et la réaction – tout comme en novembre 1918 – se retira dans sa maisonnette.

Ce retrait, tout comme autrefois, n'est certes qu'apparent. Face à un prolétariat unitaire, la bourgeoisie armée jusqu'aux dents réfléchit très bien pour déterminer si elle entreprend le combat. Elle veut, elle doit attendre l'instant où l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat – grâce à la trahison des sociaux-patriotes – restera à nouveau seule, quand il lui sera à nouveau possible d'entreprendre le combat contre des troupes révolutionnaires isolées. Empêcher cela est le devoir le plus sacré du Parti Communiste.

La tâche n'est pas facile, même si elle n'est pas non plus insoluble (provisoirement, elle semble l'être). Les difficultés de la situation sont les suivantes : l'entrée en scène unitaire du prolétariat est la condition préalable indispensable pour que la classe ouvrière, dans sa lutte pour le pouvoir, dans une situation économique de plus en plus difficile, dans une lutte

de classes qui s'aggrave, non seulement ne soit pas repoussée, comme cela est déjà arrivé si souvent, mais aille de l'avant sur le chemin rocailleux de la victoire. Cette unité ne naît cependant pas uniquement de la nécessité objective de la situation, mais aussi de la vieille aspiration du prolétariat. Il n'y a guère d'ouvrier qui – même s'il comprend parfaitement la nécessité des scissions de partis – n'aspire pas à une manifestation unitaire, à une organisation unitaire, qui ne s'opposerait pas émotionnellement au parti qui se rendrait coupable de la rupture de l'unité. Mais d'un autre côté, il est certain que l'unité née maintenant, tout comme à l'époque du putsch de Kapp, lorsqu'elle s'est créée par le juste instinct révolutionnaire des travailleurs, est toute autre chose qu'une authentique unité révolutionnaire. Les sociaux-démocrates veulent consolider leur coalition avec les partis bourgeois du centre, ils tiennent au plus haut point à impliquer les Indépendants dans cette coalition. C'est pourquoi leur slogan est tel que tous les partis bourgeois authentiques puissent le faire leur : défense de la République contre la réaction monarchiste. Même les slogans des Indépendants ne vont pas essentiellement au-delà : amnistie pour les inculpés politiques, arrêt de l'occupation, épuration de l'armée et de l'administration des éléments suspects pour la « démocratie » etc. Avec cela, les communistes s'exposent au danger, soit de devoir briser le front uni, parce qu'ils prennent au sérieux les revendications tout à fait nécessaires (désarmement des troupes contrerévolutionnaires etc.), soit de se mettre à la remorque des partis « socialistes » en raison d'un attachement exagéré au front uni, et perdre leur rôle dirigeant dans le mouvement révolutionnaire. Jusqu'à présent, cette tâche difficile a été menée avec succès par le KPD. Ses revendications, qui allaient bien au-delà de celles des autres partis, étaient telles qu'elles ont permis la conduite unitaire, mais qu'elles ont cependant nettement informé les masses de

la spécificité des communistes, de leur caractère révolutionnaire, de leur rôle dirigeant dans la révolution. L'*Internationale* entendue de plus en plus fort pendant les grandes manifestations, les attaques furieusement insidieuses des sociaux-démocrates et des indépendants qui cependant n'ont pas osé aller jusqu'à proclamer la fraternité d'armes, sont une preuve de la justesse de la tactique suivie jusqu'ici.

Certes : les manifestations n'ont été jusqu'ici que le prélude des grandes luttes qui commencent. La retraite de la réaction ne peut en effet qu'être momentanée. À cause de la lâcheté du comportement des partis sociaux-démocrates, à cause de la nécessaire hésitation de la politique de la coalition, la réaction va même obligatoirement s'engager sous peu. À un endroit, en Bavière, cela s'est même déjà produit. Le gouvernement de coalition a en effet publié un décret contre les journaux qui incitaient à la mise en cause de la « constitution ». L'organe des communistes, le *Rote Fahne*, a très justement attiré l'attention du prolétariat sur la dangerosité de ce décret, sur le fait que cette arme, dans les mains du gouvernement bourgeois pourrait très bientôt être utilisée contre le prolétariat. Mais dans le moment présent – affirment triomphalement les sociaux-démocrates – le gouvernement utilise ce moyen de pouvoir contre la droite. Le gouvernement bavarois Orgesch s'oppose cependant à l'application de ce décret. Les journaux ultra-réactionnaires bavarois sont encore parus sans encombre et ont sans encombre célébré l'assassinat d'Erzberger, ils font sans encombre de l'agitation contre la République. La grande question, c'est : est-ce que le gouvernement de coalition va oser se dresser là-contre et, ce qui est le point essentiel, *veut-il* se dresser fermement là-contre, et est-ce que les sociaux-démocrates vont l'y contraindre : sinon, il est alors certain que les troupes blanches des autres régions elles-aussi deviendront impudentes et passeront à nouveau à l'attaque. La

responsabilité objective est là exclusivement chez les sociaux-démocrates. La situation n'a en effet jamais été aussi favorable. Comme d'habitude, quand le prolétariat se présente uni, le front uni de la contrerévolution se désagrège : les contre-révolutionnaires qui n'ont pas une pleine conscience de classe, et ceux résolus jusqu'à l'extrême commencent à hésiter, ils deviennent imprévisibles. Aussi ce processus s'engage-t-il déjà, et chez la Schupo ⁵⁰ de Chemnitz par exemple, il est déjà clairement perceptible.

La lutte économique qui éclate maintenant recèle en soi le germe de davantage de conflits encore. Les sociaux-démocrates, qui jusqu'ici, dans les luttes politiques, avaient marché de conserve avec les partis bourgeois du centre *doivent ici avouer quelle est leur couleur* et servir, soit les intérêts du monde ouvrier, soit des capitalistes. Les communistes se trouvent ici devant une tâche encore plus difficile. Ils doivent davantage encore prendre garde à accentuer la lutte économique *afin de ne pas permettre son affaiblissement, de manière telle que les travailleurs ne les rendent pas, eux, responsables, mais les partis sociaux-démocrates, de la désagrégation du front prolétarien.*

Car la désagrégation doit tôt ou tard se produire. Ni les travailleurs sociaux-démocrates, ni les travailleurs socialistes indépendants ne vont jusqu'à construire le front uni révolutionnaires, si c'est nécessaire, aussi *contre leur propre parti*. Bien au contraire, l'aspiration des larges masses à l'unité apparaît provisoirement comme le souhait de la réunification des deux grands partis ouvriers droitiers. Que cette unité puisse avoir pour conséquence la sécession de la gauche des deux partis est encore une question ultérieure. Avec quelles rapidité ce processus va se dérouler et quelles masses ouvrières il va

⁵⁰ Schupo : *Schutzpolizei*, police chargée de la sécurité publique dans les villes allemandes, et donc du maintien de l'ordre.

entraîner, dépend à maint égard de la tactique juste ou erronée des communistes.

L'aggravation constante de la situation place le KPD devant des décisions importantes. Son attitude est décisive, non seulement du point de vue de l'évolution révolutionnaire du Parti, mais aussi internationalement. Et à vrai dire pas seulement à cause de l'importance internationale incalculable de l'Allemagne, mais aussi parce que les principes directeurs tactiques du III^{ème} congrès⁵¹ vont être pour la première fois exposés à une épreuve pratique. Les enseignements allemands des temps à venir maintenant vont donc être d'une importance capitale pour l'ensemble du mouvement international. En matière de révolutionnarisation, de rassemblement d'expériences révolutionnaires, le prolétariat allemand et le KPD ont souvent déjà précédé les travailleurs européens. Tous les signes montrent que nous pouvons observer avec le plus grand espoir et la plus grande confiance leurs prochaines décisions et actions.

8 septembre 1921.



⁵¹ Le III^{ème} congrès de l'Internationale Communiste a eu lieu du 22 juin au 12 juillet 1921 dans un contexte de déclin du mouvement de révolution internationale. *cf. Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale Communiste 1919-1923*. Librairie du Travail, juin 1934. Réimpression en fac-similé François Maspero, 1969. On y adopte notamment une thèse sur la tactique, qui prône le front uni (pp. 94-106) et une résolution sur l'action de Mars et sur le VKPD. (p. 124.)

Le congrès de Görlitz. ⁵²

Le congrès de cette année du SPD a été inhabituellement précédé par des discussions passionnées. On devait en effet à ce congrès débattre de la modification du programme du Parti (le programme d'Erfurt).⁵³ Le résultat nécessaire de cette délibération était à prévoir : L'abandon théorique de la lutte des classes, après que le parti – depuis le 4 août 1914 – a en pratique ouvertement abandonné la lutte des classes. Cunow,⁵⁴ l'éminent théoricien du SPD, en a même déjà fourni le fondement théorique. Il a expliqué que le parti socialdémocrate n'était plus un parti purement prolétarien : il unirait en lui presque toutes les couches de la « nation » (petits-bourgeois, intellectuels, etc.) – et devrait aussi dans sa politique en exprimer les conséquences. Dans ces circonstances, il n'est pas étonnant que le nouveau programme élimine du programme d'Erfurt toutes les théories obsolètes du marxisme sur l'effondrement nécessaire du capitalisme, sur la misère croissante du prolétariat (paupérisation) et doive finalement écarter même l'expression *lutte des classes* de son vocabulaire. Les événements politiques du jour évoluent cependant de telle sorte qu'au cœur des discussions du congrès s'est posée une question *d'actualité* : *la question d'une coalition avec le parti des grands capitalistes*. Le congrès de l'automne dernier, à Cassel,⁵⁵ déclarait que le SPD ne devait pas entrer dans cette coalition. La direction du parti est arrivée au congrès de Görlitz

⁵² Congrès du SPD, tenu du 18 au 24 septembre 1921 à Görlitz, ville de Lusace, en Saxe, sur la rivière Neisse.

⁵³ cf. Friedrich Engels, *Critique du projet de programme social-démocrate de 1891*, in *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Paris, Éditions Sociales, 1950, pp. 75-91.

⁵⁴ Heinrich Cunow (1862-1936).

⁵⁵ Congrès du SPD à Cassel (Hesse) du 10 au 16/10/1920. cf. l'article de Lukács *Cassel et Halle* (1920) : <http://amisgeorglukacs.org/2021/06/georg-lukacs-cassel-et-halle-1920.html>

avec une résolution qui doit à cet égard laisser les mains libres au parti. Dans la pratique, cela doit naturellement signifier la réalisation, sous peu, de cette coalition.

Même s'il est exact que la collaboration avec le parti des grands capitalistes, Stinnes et ses amis, est une *suite naturelle, logique*, de la politique de coalition menée jusqu'ici par le SPD, même s'il est également vrai que les partis petits-bourgeois (démocrates, Zentrum) ne sont séparés de Stinnes & Cie que par des nuances, cette résolution que le congrès a adoptée à une grande majorité après plusieurs jours de discussions, est extrêmement significative dans l'histoire du mouvement ouvrier.

Elle signifie avant tout que le processus qui s'est engagé après l'assassinat d'Erzberger, dont le but était *l'unité* de la classe prolétarienne en lutte contre la « réaction », s'est achevé. La bureaucratie du SPD, lorsqu'elle a participé à ces actions communes auxquelles prenaient part, non seulement les indépendants, mais aussi les communistes, n'a en effet que cédé à la pression venue de la base. Elle pense maintenant que le temps est venu de se tourner de toutes ses forces vers la bourgeoisie, *d'interrompre la collaboration avec les indépendants*. Car – dans ses conséquences immédiates, pratiques – la résolution du congrès a représenté un choix entre étendre la base du gouvernement actuel en direction de Stinnes & Cie, ou vers celle des Indépendants. La socialdémocratie a choisi Stinnes & Cie et elle a aussi, comme l'ont souligné plusieurs orateurs de gauche au congrès, consolidé le mur déjà en voie d'écroulement qui sépare le SPD de l'USPD.

Avec ce pas par lequel on abandonne ouvertement et trahit l'unité du prolétariat, le processus de clarification interne du mouvement ouvrier a grandement avancé. Le virage à droite assumé du SPD est en effet l'adhésion ultime au front de la contre-révolution, particulièrement quand cela a lieu, – comme

maintenant – dans une situation tendue, après la défaite d’une forte opposition interne, il est impossible que cela reste sans effet sur un prolétariat de plus en plus ulcéré. Mais dans la clarification du mouvement, ce pas ne représente cependant pas un pas décisif. Qu’il ne le représente pas, la cause principale en est dans la composition interne de l’USPD et dans le fait que le manque de clarté y est encore plus grand que celui du SPD. Ce manque de clarté se manifeste ouvertement dans l’attitude à l’égard de la participation au gouvernement. Tandis que quelques orateurs du SPD voyaient clairement et exprimaient qu’il fallait faire un choix entre la coalition et la guerre civile et qu’ici avait été – consciemment – choisi l’abandon de la lutte de classes, la coalition, l’attitude officielle de l’USPD n’est là encore toujours pas totalement claire. Il ne veut pas s’associer au gouvernement – ensemble avec les partis bourgeois. Par ailleurs, il renâcle toujours devant l’organisation sérieuse de la lutte de classes qui conduit nécessairement à la guerre civile. Actuellement, il « soutient » par exemple en tant que parti d’opposition le gouvernement Wirth.⁵⁶ Sur le choix entre la guerre civile et la coalition, il se décide donc tout comme le SPD – mais sans tirer les conséquences principielles, tactiques, et organisationnelles de ce choix. Il maintient le système du soutien irresponsable de l’ordre étatique bourgeois ; il maintient la duplicité floue de la belle parole révolutionnaire et de l’action contre-révolutionnaire.

Et c’est un poids lourd pour la clarification de la situation. *Une vision authentiquement révolutionnaire est impossible pour la classe ouvrière allemande aussi longtemps que l’USPD apparaît aux yeux des masses comme un parti de gauche par rapport au SPD.* Car cette posture de gauche n’est aujourd’hui

⁵⁶ Joseph Wirth (1879-1956), homme politique allemand, issu de l’aile sociale-chrétienne du Zentrum, à l’époque chancelier du Reich.

qu'une apparence : une belle parole. Pendant la guerre, ce n'étaient pas de belles paroles lorsque le pacifisme, à l'encontre du social-patriotisme assumé et de l'incitation guerrière du SPD, le démocratisme oppositionnel à l'encontre du soutien ouvert au gouvernement, etc. représentait une certaine attitude de gauche – même si elle n'était absolument pas claire. Mais aujourd'hui, quand les deux partis vont de conserve sur toutes les questions économiques actuelles (*cf.* le rôle aujourd'hui de l'USPD « oppositionnelle » dans les syndicats), quand il n'y a plus guère de différence entre eux en ce qui concerne la politique réelle, *la liquidation de cette séparation apparente, de cette posture de gauche apparente, serait une question existentielle pour le mouvement ouvrier allemand.*⁵⁷ Ce processus a été essentiellement ralenti par la résolution du congrès de Görlitz sur la coalition.

Malgré cela, *d'un autre point de vue*, la résolution sur la coalition est un pas essentiel vers cette clarification. Principalement parce que les discussions du Congrès montrent de plus en plus clairement – même si ce n'est pas encore avec la clarté théorique correspondante – que la question de la transition de la révolution bourgeoise à la révolution prolétarienne, la question de la dictature et de la démocratie préoccupe de plus en plus profondément les larges masses du prolétariat allemand. *La question de la coalition avec les partis bourgeois n'est en effet, au fond, rien d'autre que la question de la démocratie.* Et cela s'est exprimé clairement dans la formulation de F. Krüger citée plus haut, à savoir que l'on devait choisir entre la guerre civile et la coalition. Mais alors que la question au début des luttes révolutionnaires était une rude question *théorique* – qui ne pouvait de ce fait être

⁵⁷ Rappelons que la majorité de gauche de l'USPD a déjà rejoint le KPD en décembre 1920. Le congrès d'unification de l'aile droite de l'USPD et du SPD aura lieu à Nuremberg le 24 septembre 1922. Les résidus de l'USPD seront minimes.

comprise que des couches les plus conscientisées du monde ouvrier, qui ne pouvait pas mettre en mouvement les larges masses, *le même problème met aujourd'hui les larges masses en mouvement en tant que question pratique brûlante.* Naturellement : après que la question est posée seulement comme question pratique de la politique du jour, après que la direction du SPD entreprend tout afin que la question ne soit pas posée trop abruptement, la plus grande partie du monde ouvrier n'a pas clairement conscience de là où conduit le chemin quand elle proteste contre la politique de coalition. (La véritable opposition était en effet plus importante que ce que montrait le résultat du vote, 290 contre 67.) Mais elle est déjà en voie de la savoir. Même si la direction du parti a gagné aujourd'hui, la prochaine déception va arriver, bientôt avec la crise actuelle et la misère, et même tout de suite avec la question des réparations, et elle va devoir déjà faire avancer ce processus de manière essentielle. On ne doit malgré tout pas oublier qu'à l'occasion du glissement à droite qui se produit ainsi, la pseudo posture de gauche de l'USPD pourrait susciter une nouvelle confusion.

Ainsi, le congrès de Görlitz, avec sa résolution contre-révolutionnaire, représente un pas important dans le mouvement ouvrier allemand. Les révolutions prolétariennes – dit Marx – reviennent à leur point de départ et recommencent à nouveau le travail. La révolution allemande ne se situe apparemment pas au point où elle peut concevoir la question de la démocratie sous son aspect pratique. Malgré cela, cette question, la question des illusions du monde ouvrier allemand, la dictature, la question de la nécessité de la guerre civile, est la question existentielle de la révolution allemande.

30 septembre 1921.



Table des matières

Bilan des élections en Prusse.	5
Ultimatum de l'Entente – La bourse est calme.	11
La "crise" allemande.	17
Avant la tempête.	24
Paul Levi.	31
L'ultimatum à l'Allemagne et la crise mondiale.	37
Le front uni du prolétariat en Allemagne.	43
Le congrès de Görlitz.	50

